



PRÉFET DE LA RÉGION BRETAGNE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement de Bretagne

Arrêté préfectoral portant décision après examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement

Le Préfet de la région Bretagne

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 modifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 janvier 2017, relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 28 avril 2025 portant nomination de M. Louis LE FRANC préfet du Finistère ;

Vu le décret du 24 juin 2026 portant cessation de fonction de M. Franck ROBINE, préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

Vu le décret du 24 juin 2026 portant nomination de Mme Emmanuelle DUBEE, préfète de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 septembre 2021 nommant M. Eric FISSE directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne, à compter du 1er novembre 2021 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°1/2026/DREAL/DSG du 1er juillet 2026 portant délégation de signature à M. Eric FISSE directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne ;

Vu l'arrêté préfectoral du 1er juillet 2026 portant subdélégation de signature à Mme Aurélie MESTRES et M. Yves SALAÛN, respectivement directrice adjointe et directeur adjoint de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne ;

Considérant que l'intérim des fonctions de préfet de la région Bretagne est exercée par M. Louis LE FRANC préfet du Finistère, jusqu'à la prise de fonction de Mme Emmanuelle DUBEE ;

Vu le dossier de demande d'examen au cas par cas n° 017202/KKP relatif au projet **de réalisation d'un forage sur la commune de Boqueho (22), déposé par le GAEC KERHONIA**, reçu le 24 avril 2026 et considéré complet le 12 juin 2026 ;

Considérant que ce projet relève de la catégorie n°27-a) : « Forages en profondeur, notamment les forages géothermiques, les forages pour l'approvisionnement en eau à

l'exception des forages pour étudier la stabilité des sols. » du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;

Considérant la nature du projet :

- forage d'une profondeur de 80 m pour un prélèvement annuel prévisionnel de 6 500 m³, en vue de l'abreuvement d'un cheptel de 120 vaches laitières, en remplacement de l'alimentation par le réseau public.

Considérant la localisation de ce projet :

- à 231 m de la zone humide la plus proche et à 274 m du cours d'eau le plus proche ;
- à 5,8 km à l'ouest de la zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique (ZNIEFF) de type I « Landes de bois Meur », à 14 km à l'ouest de la ZNIEFF de type II « Bois de Coat-Liou » et à 8,2 km au sud-Est du site Natura 2000 « Baie de Saint-Brieuc - Est » ;
- au sein du bassin versant de la Rance au Trieux ;
- à plus de 35 mètres de tout bâtiment agricole et de toute source de pollution ;
- sur une parcelle pâturée, protégée par une clôture.

Considérant que :

- le présent projet ne participe pas à une augmentation notable de la pression sur la ressource en eau à l'échelle du bassin versant, compte tenu des volumes prélevés limitant ainsi les interactions avec les nappes superficielles ;
- les mesures de réduction des impacts potentiels du forage sont portées par les prescriptions techniques décrites dans le dossier (cimentation, protection contre les pollutions de surface, suivi piézométrique) ;
- le projet respectera les règles visant à prévenir la pollution de la nappe par des effluents de surface (dalle bétonnée, clôture, interdiction d'épandage dans un rayon de 35 m) ;
- le pétitionnaire s'engage à assurer un suivi de l'incidence du forage sur les milieux sensibles environnants au moyen d'un essai de pompage et d'un piézomètre, et à ajuster si besoin les débits de prélèvement ;
- le projet se situe à distance suffisante des zones humides, cours d'eau et forages voisins pour que les impacts négatifs éventuels restent faibles à insignifiants, au vu des conclusions de l'analyse hydrogéologique présentée ;
- la distance avec les forages voisins (294 m) ainsi qu'avec les milieux sensibles est suffisante pour éviter toute interférence notable.

Considérant que le projet, au vu des éléments fournis, n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de la directive européenne susvisée et ne justifie pas la réalisation d'une évaluation environnementale ;

Arrête :

Article 1^{er}

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet **de réalisation d'un forage sur la commune de Boqueho (22)** est dispensé de la production d'une étude d'impact.

Article 2

La présente décision est délivrée au regard des informations contenues dans le formulaire et ses annexes. Elle peut être remise en cause si les résultats d'études ultérieures mettent en évidence des impacts ou une sensibilité particulière du milieu.

Article 3

Cette décision, délivrée en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement, ne dispense pas des autres procédures et autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis. Par ailleurs, l'absence de réalisation d'une étude d'impact ne dispense pas le pétitionnaire de mettre en œuvre les principes généraux énoncés à l'article L 110-1 du code de l'environnement, particulièrement en ce qui concerne le principe d'action préventive et de correction.

Article 4

Le présent arrêté sera transmis au pétitionnaire, avec copie au Préfet du département concerné. Par ailleurs, il sera publié sur le site Internet de la DREAL Bretagne.

Le Préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Madame MESTRES Aurélie
Le jeudi 2 juillet 2026